HAL
open science

Introduction

C. Albaladejo, François Casabianca

To cite this version:

C. Albaladejo, François Casabianca. Introduction. Études et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement, 1997, pp.7-10. hal-01231560

HAL Id: hal-01231560

https://hal.science/hal-01231560v1

Submitted on 20 Nov 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Etud. Rech. Syst. Agraires Dév., 1997, 30 : 7-10

Introduction

Christophe ALBALADEJO
François CASABIANCA

Ce numéro d'*Etudes et Recherches* est consacré au thème de *la recherche-action* (RA), ou aux manières de faire de la recherche dans les temps et les lieux de l'action. Il est issu d'une décision du département de recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement (SAD) de l'INRA, visant à se donner les moyens d'une réflexion d'ensemble sur le rôle de la RA dans la recherche agronomique. En effet, tout en confortant l'intérêt des approches classiques des sciences expérimentales, les questions actuelles posées à la recherche agronomique rendent plus incertaine la portée des résultats qu'on y obtient. Ces questions exigent de la part des chercheurs plus de considération pour les situations locales, les solutions particulières et les connaissances contextuelles que l'on y construit avec les partenaires sociaux.

Une animation scientifique

Durant trois ans, nous avons animé un groupe de travail interdisciplinaire et inter-institutionnel[1] dans le cadre d'une Action Incitative Programmée de l'INRA intitulée *"Pour une méthodologie de la recherche-action - Analyse des pratiques des chercheurs dans l'action"*. Pour constituer ce groupe, nous avons délibérément offert aux chercheurs qui se sentaient concernés de contribuer à une réflexion sur leurs pratiques de recherche en relation avec l'action. Nous ne sommes donc pas partis d'une définition *a priori*, mais plutôt de la façon dont ces chercheurs perçoivent leurs pratiques et, en conséquence, s'identifient dans la communauté scientifique. Ce critère empirique ouvre sur des préoccupations vécues par les scientifiques pour lesquels le terme de RA a servi efficacement de motivation commune de regroupement.

Notre animation s'est progressivement focalisée sur un petit nombre de questions majeures, telles que (i) la responsabilité sociale du chercheur et les relations de pouvoir dans les situations où il s'implique, (ii) les notions de dispositif de travail et de chronique de la recherche, notions orientées par les besoins de changement et la constitution de savoir, (iii) les processus d'apprentissage (*learning process*) de résolution collective de problèmes aussi bien de la part des acteurs sociaux que des chercheurs eux-mêmes. Enfin (iv), la légitimité scientifique des connaissances produites dans les situations d'action s'est imposée comme un thème transversal à ces questions.

Un séminaire de clôture de l'AIP a eu lieu, en Novembre 1994, à Saint Martin-de-Londres près de Montpellier. Outre l'intérêt de conduire chacun à accroître "la fraction communicable" de ses travaux et de stimuler les échanges entre les participants, il s'agissait d'analyser les situations d'*implication* du chercheur afin de les faire reconnaître dans les institutions de recherche. En effet, au-delà de la bienveillance du SAD pour des recherches atypiques ou des pratiques "hétérodoxes", il nous apparaissait nécessaire d'élaborer, dans un institut comme l'INRA (où prédominent les recherches expérimentales), une véritable stratégie de légitimation institutionnelle de la RA.

[1] comprenant une trentaine de collègues de l'INRA, du CIRAD, du GRET mais aussi du CNRS, de diverses Universités françaises (Paris-Dauphine, Lille, Antilles-Guyane) ainsi que d'organismes étrangers :ODI, JCR d'Ispra, Universités de Wageningen (Pays-Bas), Hohenheim (Allemagne), Reading (Royaume-Uni).

Agir pour faire de la recherche

Certes la sociologie des sciences montre qu'aucun travail scientifique ne peut s'abstraire totalement du cadre social et culturel dans lequel il est élaboré. Le fonctionnement de la communauté scientifique est soumis à des règles sociales qui opacifient les stratégies et les comportements. Plus encore, les recherches alimentent autant qu'elles mobilisent des "réseaux socio-techniques" associant laboratoires, entreprises, responsables politiques et institutions. Dans ces réseaux émerge la demande sociale, produit d'une *traduction* à laquelle participe activement le chercheur lui-même, avec ses valeurs et ses stratégies propres.

Mais il est des situations où cette interpénétration entre la démarche de recherche et le fonctionnement de la société dépasse l'analyse anthropologique des activités scientifiques pour devenir objet de raisonnement interne aux travaux en question. C'est le cas lorsque la participation active et consciente des partenaires sociaux est requise à l'intérieur même du processus de recherche.

Dès lors que le chercheur est impliqué dans le changement social et/ou technique, il est directement confronté à des situations où l'action interfère avec ses propres activités aux différentes étapes de sa démarche :

- il doit prendre part à l'action pour repérer, recueillir ou produire les données pertinentes ;

- l'interprétation des données ne peut se faire sans la participation active de ses partenaires sociaux, par la mise en oeuvre de savoirs locaux (*local knowledge*) ;

- l'administration de la preuve passe par un "test dans l'action" (*problem-solving*) et, même s'ils ne s'y réduisent pas, les critères de validation comprennent les perceptions et représentations des partenaires sociaux du chercheur.

Combiner différentes formes de connaissance

Ainsi le chercheur est-il conduit à construire successivement - et parfois simultanément - des objets que leurs caractéristiques opposent :

- certains objets sont considérés comme isolables et soumis à des expérimentations. Les connaissances attendues répondent à des intérêts exprimés en termes généraux, sans référence au contexte de l'opération de recherche. Les supports de publication sont ceux de la discipline concernée ;

- certains objets sont au contraire façonnés par des questionnements dont le sens est indissociable des projets latents ou exprimés d'acteurs non chercheurs. Ce sont les objets propres de la RA. Les domaines de connaissance concernés par ces RA répondent à un double cahier des charges : produire à la fois des connaissances situées (ou connaissances pour l'action) et des connaissances générantes, qui se dégagent de la contingence du contexte de l'action, sans pour autant prétendre à l'universalité. Les supports de publication seront des revues à vocation pluri ou interdisciplinaire.

Cette apparente contradiction se justifie par l'établissement des conditions qui permettent de rendre de telles questions enfin traitables par la recherche, alors qu'elles échappaient à toute approche scientifique jusque là. Mais comment combiner plusieurs natures d'objets ? Comment faire dialoguer plusieurs formes de connaissances, celles qui intègrent les savoirs des acteurs et celles qui n'ont de validation que dans la communauté scientifique concernée ?

Une réponse possible consiste à s'inscrire dans une sociologie de l'action en délaissant complètement tous les autres champs disciplinaires classiques. La RA devient alors une méthode relevant exclusivement des sciences sociales, option retenue par certains chercheurs. Une tout autre réponse est celle du département de recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement (SAD) de l'INRA, qui vise à prendre en compte les dimensions sociales

des objets bio-techniques, en privilégiant le dialogue entre les sciences de la nature et les sciences sociales. La RA peut-elle constituer, parmi d'autres, une démarche efficace dans un tel projet interdisciplinaire ?

Capitaliser les acquis

Dans toute activité de recherche, la question se pose d'évaluer dans quelle mesure les connaissances et les méthodes qui ont été produites dans une situation donnée conservent leur pertinence pour une autre situation, qui se présentera ailleurs et/ou plus tard. Ceci interroge la forme des écrits des chercheurs et leur rythme des publication.

Tout d'abord, si la recherche classique organise ses opérations en prenant en compte la durée du protocole d'acquisition des données, il en va différemment pour la RA, dont la fin ne peut être considérée comme prévisible au démarrage. Certaines RA reposent sur des contrats qui encadrent l'intervention du chercheur sur le plan temporel. Cependant, des informations indispensables au traitement des hypothèses de recherche (surtout pour des questions d'apprentissage et d'autonomie) ne sont acquises qu'en dépassant ce cadre temporel de l'interactivité chercheur-acteur.

De plus, publier sur un objet isolé ne représente que peu d'intérêt théorique, même si les résultats, au-delà des connaissances situées, s'avèrent fort intéressants. C'est l'accumulation sur une classe d'objets qui va permettre les avancées les plus significatives, car elle rend mobilisable le potentiel cognitif d'une série de cas concourant au traitement d'une même question et ouvre sur la production de connaissances générantes. Cependant, elle suppose logiquement un pas de temps plus large et une capacité à faire dialoguer entre elles des expériences non connectées *a priori*.

D'autre part, les revues qui acceptent le traitement des objets de la RA ne sont pas nombreuses, et la valeur que l'on veur bien reconnaître à de telles productions est souvent plus faible que celle qui est accordée à des productions moins originales, beaucoup moins risquées, mais plus académiques. Pour la RA, la notion de risque est, en particulier, liée au fait de ne contrôler que très peu de choses dans le dispositif de recherche. De cette prise de risque dépend le caractère novateur des résultats autant que la difficulté d'en assurer la validation.

Une institution de recherche qui reconnaît l'intérêt de démarches de RA et la pertinence des objets et des questions qui y sont traités, est logiquement confrontée à la question des modalités d'évaluation et aux critères à retenir pour accompagner le chercheur dans le mûrissement de son programme. Il n'est pas aisé, pour de telles institutions, de s'organiser pour rendre possible une trajectoire de chercheur incluant des étapes de RA : des exigences tant sur la forme que sur la fréquence des publications risquent de faire des périodes de RA un handicap pour sa carrière. Les avancées sur les modes de théorisation des acquis des RA qui sont rassemblées dans ce numéro d'*Etudes et Recherches* contribueront, nous l'espérons, à réduire l'impression de risque que véhicule la RA et à faciliter sa légitimation dans les institutions.

Conjuguer pratique et théorie

Cet ouvrage débute par un article dans lequel nous nous efforçons (F. Casabianca et C. Albaladejo) de positionner globalement les questions traitées autour du thème de la RA en soulignant que le chercheur est confronté à deux ordres de légitimité, celui de ses partenaires sociaux et celui de ses "chers collègues" des communautés scientifiques. La suite de l'ouvrage est constitué de deux grandes parties.

La première partie rassemble des contributions élaborées à partir d'expériences concrètes de recherche-action. Les auteurs y analysent *a posteriori* leurs pratiques de recherche, en centrant leur attention sur une question méthodologique majeure parmi celles qu'ils ont pu rencontrer. La gestion de ressources locales vues comme autant de "biens communs" par les parties

prenantes offre à C. Albaladejo *et al.* la possibilité de comparer trois situations contrastées dans lesquelles le rapport à la ressource structure un cadre de coopération et éclaire le diagnostic sur les logiques d'utilisation et de gestion. Dans la même démarche de comparaison Martine Napoléone *et al.* analysent trois opérations de RA en privilégiant les ajustements progressifs des représentations entre participants et la production d'argumentaires destinés à favoriser leur coopération. L'étude de cas conduite par B. Lémery *et al.* sur la mise en compatibilité locale d'activités agricoles et de l'exploitation industrielle d'un gîte hydrominéral met en évidence, dans le déroulement même des négociations, l'importance des formes d'engagement et des instances créées pour coordonner les acteurs et concourir à résoudre les problèmes qui les réunissent. D. Calavas et G. Rosner décrivent de façon précise la démarche d'association d'un ensemble d'acteurs hétérogènes solidarisés, à travers des programmes d'enquêtes et de transferts, en vue de la création d'un organisme de Recherche-développement dans le domaine de la santé des animaux de ferme. Enfin la réflexion menée par Marie-Renée Verspieren sur les démarches de RA mobilisées dans les sciences de l'éducation, permet d'en esquisser les domaines de pertinence, notamment pour un type particulier, la RA stratégique. Le rapprochement des pratiques et leur mise en perspective permet de disposer des matériaux utiles pour mener à bien une réflexion méthodologique dépassant la contingence des situations étudiées.

La seconde partie s'ouvre sur une revue bibliographique, proposée par Christophe Albaladejo et François Casabianca, de la littérature consacrée à différents courants de pensée qui balisent un domaine commun d'interrogation sur les rapports entre la recherche et l'action. Les autres articles théoriques qui composent cette deuxième partie ont pour objet d'instruire un débat sur les bases épistémologiques de la RA et sur leurs conséquences méthodologiques. La RA, comme le montrent Janice Jiggins et N. Röling, participe d'un changement de paradigme qui focalise la production de connaissances sur les apprentissages collectifs et les accords négociés, engendrant une série de conséquences pratiques, par exemple pour la gestion des ressources naturelles. Or les questions d'environnement sont particulièrement emblématiques, selon S. Funtowicz et J. Ravetz, des "nouveaux problèmes" qui exigent l'émergence d'une science "post-normale" pour qui les incertitudes et les enjeux sont si considérables qu'ils conduisent à élargir les communautés décisionnelles à l'ensemble des acteurs concernés. En s'appuyant sur la notion de problématique, J.P. Darré souligne les difficultés de la coopération entre chercheurs et acteurs, du fait de leur manière différente de construire la réalité, en relation avec leur perception des problèmes et leur position sociale. M. Liu éclaire enfin les conditions de validation et de généralisation des connaissances produites dans la RA, en précisant les différences avec le cadre classique des sciences expérimentales.

En contrepoint à ces explorations dans le champ de la Recherche-action, l'entretien avec B. Latour qui clôt cet ouvrage apporte la nécessaire distance critique en rappelant que nulle recherche ne saurait longtemps prétendre s'abstraire de son contexte et des réseaux d'acteurs qui lui sont indispensables : en ce sens, toute recherche est action !

Est-il besoin de préciser que nous n'entendons nullement, en éditant le présent ouvrage, apporter une réponse définitive à la question des rapports des chercheurs à l'action, mais tout au contraire maintenir le débat ouvert, avec l'espoir de contribuer à le structurer et d'accroître ainsi sa fécondité ? Il en va, nous semble-t-il, de notre capacité collective à nous emparer des problèmes complexes qui interpellent actuellement la recherche agronomique.